

Procès-verbal de la séance ordinaire du 16 juillet 2024 à 19h00 du conseil de la Municipalité du Canton d'Arundel tenue à la salle communautaire située au 60 Route Morrison à Arundel

Lors de l'ouverture de cette séance sont présents :

Madame la mairesse et présidente de l'assemblée, Pascale Blais; mesdames les conseillères Carole Brandt et Tamara Rathwell, et messieurs les conseillers Richard E. Dubeau, Jonathan Morgan, Danny Paré et Marc Poirier.

Le Directeur général et greffier-trésorier, Philip Toone, est également présent.

1. CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

Madame Pascale Blais, mairesse, constate le quorum, adresse le mot de bienvenue aux personnes présentes et ouvre la séance ordinaire. Il est 19h01

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2.1 Ordre du jour

2024-07-088

Il est proposé par le conseiller Marc Poirier et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'adopter l'ordre du jour.

1. CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE
2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
3. AFFAIRES COURANTES – ANNONCES
4. PÉRIODE DE QUESTIONS
5. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES PRÉCÉDENTES
 - 5.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 18 juin 2024
6. AVIS DE MOTION ET RÈGLEMENT
 - 6.1 Avis de motion et dépôt – Projet de règlement 303-2024 concernant le brûlage
7. GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE
 - 7.1 Liste des comptes à payer au 30 juin 2024
 - 7.2 Acquisition ordinateur portable - urbanisme
 - 7.3 Programme FQM – PAEF pour élus
 - 7.4 Bureautech- renouvellement contrat de service photocopieur
 - 7.5 Toiture Routier – acceptation provisoire
8. TRAVAUX PUBLICS ET INSTALLATIONS MUNICIPALES
9. SÉCURITÉ PUBLIQUE
 - 9.1 Acceptation aide financière pour trois radars pédagogiques
10. URBANISME ET ENVIRONNEMENT
11. LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE
 - 11.1 Autorisation de circulation - Big Red Gravel Run
 - 11.2 Soccer+ Remerciement mi-saison
12. COMMUNICATION DE LA MAIRESSE AU PUBLIC
13. COMMUNICATION DES CONSEILLÈRES ET DES CONSEILLERS AU PUBLIC

14. PÉRIODE DE QUESTIONS

15. LEVÉE DE LA SÉANCE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3. AFFAIRES COURANTES - ANNONCES

4. PÉRIODE DE QUESTIONS

5. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES PRÉCÉDENTES

5.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 18 juin 2024

PRENANT ACTE qu'une copie du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 juin 2024 a été remise à chaque membre du conseil municipal ;

2024-07-089

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Jonathan Morgan et résolu à l'unanimité des conseillers présents de :

ADOPTER le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 18 juin 2024 tel que déposé.

6. AVIS DE MOTION ET RÈGLEMENT

6.1 Avis de motion et dépôt – Projet de règlement 303-2024 concernant le brûlage

AVIS

Le conseiller Marc Poirier donne AVIS DE MOTION qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le Règlement 303-2024 concernant le brûlage.

Ce règlement a pour objectif de légiférer l'octroi de permis sur tout le territoire de la Municipalité, à toute personne qui désire faire un feu extérieur.

DÉPÔT

La mairesse Pascale Blais DÉPOSE le PROJET DE RÈGLEMENT 303-2024 concernant le brûlage.

Le libellé du projet de règlement est comme suit :

PROJET DE RÈGLEMENT 303-2024 CONCERNANT LE BRÛLAGE

ATTENDU QU'en vertu des articles 62 et suivants de la loi sur les compétences municipales, une municipalité peut adopter des règlements en matière de sécurité publique ;

ATTENDU QU'en vertu des chapitres I à V de la Loi sur la sécurité incendie (L.R.Q. 2000 S-3.4), la municipalité a des obligations imposées ou des pouvoirs accordés qui ont pour objet la protection contre les incendies de toute nature, des personnes et des biens, exception faite des ressources forestières protégées en vertu de la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1) ;

ATTENDU que l'opération et l'administration d'un service de protection contre les incendies des municipalités de Amherst, Arundel, Barkmere, Brébeuf, Huberdeau, La Conception, La Minerve, Lac-Tremblant-Nord (sauf le secteur de la Baie-des-Ours qui est desservi par une entente avec la Municipalité de Labelle), Lac-Supérieur, Montcalm et Mont-Blanc, sont fournies par voie d'une entente intermunicipale entre elles et le Service de sécurité incendie de la Ville de Mont-Tremblant (SSI).

ATTENDU QUE chacune des municipalités desservies possède un règlement concernant le brûlage ou relatif aux feux extérieurs et qu'il y a lieu de les remplacer par un règlement commun à l'ensemble du territoire couverte par le

Service de sécurité incendie de la Ville de Mont-Tremblant (SSI) afin d'assurer une réglementation uniforme ;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné à la séance du 17 juillet 2024 ;

EN CONSÉQUENCE, le conseil ordonne, statue et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 — TITRE

Le présent règlement est identifié par le numéro 303-2024 et s'intitule « Règlement numéro 303-2024 concernant le brûlage ».

ARTICLE 2 — PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante comme s'il était au long reproduit.

ARTICLE 3 — DÉFINITIONS

Dans le cadre du présent règlement, les termes suivants indiquent ce qui suit :

| | |
|--------------------|--|
| Bureau municipal : | Hôtel de ville de la Municipalité du Canton d'Arundel située au 2, rue du Village, à Arundel |
| Brûlage : | Activité d'allumer ou de maintenir allumer un feu extérieur |
| Service incendie : | Service de sécurité incendie de la Ville de Mont-Tremblant (SSI) |
| Site du feu : | Endroit déterminé pour le brûlage |

SECTION I — PERMIS

ARTICLE 4 — FEUX EXTÉRIEURS

Sur tout le territoire de la Municipalité, toute personne qui désire faire un feu extérieur doit au préalable obtenir un permis de brûlage.

Nonobstant ce qui précède, il n'est pas requis d'obtenir un permis de brûlage pour un feu d'ambiance, mais toutes les autres dispositions du présent règlement doivent être respectées.

Un seul feu est autorisé par terrain.

Tout autre type de feu extérieur que ceux énumérés ci-dessous est interdit.

ARTICLE 5 — DEMANDE DE PERMIS DE BRÛLAGE

Le permis de brûlage peut être obtenu au bureau municipal durant les heures d'ouverture ou sur le site web.

Le permis de brûlage est délivré gratuitement et il est valide jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Nonobstant ce qui précède, pour tout feu d'envergure, feu industriel et feu de joie, le permis n'est valide que pour la période au cours de laquelle aura lieu l'activité de brûlage.

La demande de permis de brûlage doit se faire en remplissant le formulaire reproduit à l'annexe « A » du présent règlement intitulé « permis de brûlage »

SECTION II – NORMES À RESPECTER ET TYPE DE FEU

ARTICLE 6 – FEU DE VÉGÉTAUX

Feu pour éliminer les matières végétales (par exemple pour les agriculteurs) et les matières ligneuses naturelles sur son terrain, telles que les feuilles mortes, le foin sec, l'herbe, les broussailles, les branchages, les arbres, etc.

Ce type de feu ne peut être allumé ou maintenu allumé que dans les divers espaces suivants :

- Un foyer extérieur spécialement conçu à cet effet ayant une cheminée et un pare-étincelles ;
- Un contenant incombustible ;
- Un foyer en pierre ou brique avec un pare-étincelles ;
- Un trou creusé dans le sol ayant une profondeur minimum de quinze (15) centimètres, de plus il doit être encerclé par des pierres ou des briques d'au moins quinze (15) centimètres de hauteur.

De plus, les feux de végétaux doivent respecter les contraintes suivantes :

- Avoir obtenu un permis de brûlage d'un représentant de la Municipalité ou de tout autre officier désigné par la Municipalité ;
- La dimension du site du feu ne peut dépasser deux (2) mètres par deux (2) mètres ;
- La hauteur du feu ne peut dépasser 2 mètres;
- Respecter toutes les autres dispositions du présent règlement, notamment, les articles 11 et 12;
- Avoir au moins une personne majeure responsable sur les lieux ;
- Avoir des facilités d'extinction du feu à tout instant.

ARTICLE 7 – FEU D'AMBIANCE (FEU DE CAMP)

Feu de camp pour éloigner les moustiques, égayer un pique-nique, une fête champêtre ou en camping pour lequel aucun permis de brûlage n'est requis.

Ce type de feu ne peut être allumé ou maintenu allumé que dans les divers espaces suivants :

- Un foyer extérieur spécialement conçu à cet effet ayant une cheminée et un pare-étincelles ;
- Un contenant incombustible ;
- Un foyer en pierre ou brique avec un pare-étincelles ;

- Un trou creusé dans le sol ayant une profondeur minimum de quinze (15) centimètres, de plus il doit être encerclé par des pierres ou des briques d'au moins quinze (15) centimètres de hauteur ;
- Un appareil ou équipement de cuisson de plein air conçu à cette fin, tel un barbecue, appareil ou équipement de camping.

De plus, les feux d'ambiance doivent respecter les contraintes suivantes :

- La dimension du feu ne peut dépasser un (1) mètre par un (1) mètre ;
- La hauteur du feu ne peut dépasser un (1) mètre;
- Respecter toutes les autres dispositions du présent règlement, notamment, les articles 11 et 12;
- Avoir au moins une personne majeure responsable sur les lieux ;
- Avoir des facilités d'extinction du feu à tout instant.

ARTICLE 8 – FEU DE JOIE

Feu effectué à l'occasion de fêtes sociales, comme celui de la Fête nationale ou autres.

Ce type de brûlage doit respecter les conditions suivantes :

- Avoir obtenu un permis de brûlage d'un représentant de la Municipalité ou de tout autre officier désigné par la Municipalité;
- La dimension du site du feu ne peut dépasser trois (3) mètres par trois (3) mètres;
- La hauteur du feu ne peut dépasser (trois) 3 mètres;
- Respecter toutes les autres dispositions du présent règlement, notamment, les articles 11 et 12;
- Avoir au moins une personne majeure responsable sur les lieux;
- Avoir des facilités d'extinction desdits feux à tout instant.

ARTICLE 9 — FEU D'ENVERGURE

Feu de coupe de bois (slash) excédant les normes fixées à l'article 6.

Ce type de brûlage doit respecter les conditions suivantes :

- Avoir obtenu un permis de brûlage d'un représentant de la Municipalité ou de tout autre officier désigné par la Municipalité;
- La dimension du site du feu ne peut dépasser deux (2) mètres par deux (2) mètres;
- La hauteur du feu ne peut dépasser (un virgule cinq) 1,5 mètres;
- Avoir au moins une personne responsable sur les lieux;
- Respecter toutes les autres dispositions du présent règlement, notamment, les articles 11 et 12;
- Avoir de l'eau en quantité suffisante ou des facilités d'extinction en tout temps;
- S'assurer d'avoir complètement éteint le feu avant le coucher du soleil.

ARTICLE 10 – FEU INDUSTRIEL

Feu effectué afin de détruire toute matière ligneuse abattue lors d'un déboisement effectué pour le passage d'une route, d'une ligne de transport

d'énergie, de la construction d'une bâtisse ou de tout autre genre de travaux à caractère industriel, commercial ou lucratif.

Voici quelques exemples :

- Brûlage effectué lors des activités à caractère industriel comme le défrichage pour le passage d'une route ou d'un dégagement de route, l'érection d'une ligne de transport d'énergie, la construction d'une bâtisse à visée commerciale ou dans le but d'être vendue, les travaux d'amélioration de cours d'etc.;
- Brûlage d'abattis à des fins agricoles et dont les visées sont commerciales ou industrielles;
- Brûlage sylvicole (amas de débris forestiers) ;
- Brûlage dans les bleuetières

Ce type de brûlage doit respecter les conditions suivantes :

Obtenir votre permis UNIQUEMENT auprès de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) et de respecter les conditions énoncées.

- Respecter toutes les autres dispositions du présent règlement, notamment, les articles 11 et 12;
- Avoir de l'eau en quantité suffisante ou des facilités d'extinction en tout temps;
- S'assurer d'avoir complètement éteint le feu avant le coucher du soleil.

SECTION III — INTERDICTIONS

ARTICLE 11- VENTS

Il est interdit de faire un feu à l'extérieur, les jours où la vitesse du vent et des rafales excède vingt (20) km/heure.

ARTICLE 12 – INDICE DU DANGER D'INCENDIE

La personne responsable du feu doit en tout temps vérifier, avant de procéder au brûlage, que le danger d'incendie soit bas (blanc) ou modéré (vert) ou élevé (jaune), et ce, auprès de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) <http://sopfeu.qc.ca/> ou l'application mobile gratuite pour iPhone ou Android.

Si le danger d'incendie indiqué par la SOPFEU est extrême (rouge), tout feu est interdit sur le territoire de la Municipalité.

Dans le cas d'interdiction de feu en plein air émise par les autorités municipales provinciales compétentes ou par le directeur du Service de sécurité incendie (SSI), toute demande de permis est refusée et tout permis déjà accordé est automatiquement suspendu pour toute la période d'interdiction émise.

ARTICLE 13 - ACCÉLÉRANT

Il est interdit d'allumer, d'alimenter ou de maintenir un feu avec un accélérateur.

ARTICLE 14 – COMBUSTIBLES INTERDITS

Il est interdit d'utiliser comme combustible ou de brûler :

- Des déchets ;
- Des matériaux de construction ;
- Des biens meubles ;
- Du bois traité ;
- Des pneus ou autres matières à base de caoutchouc ;
- Des produits dangereux ou polluants ;
- Tout autre produit dont la combustion est prohibée par les lois et règlements en vigueur.

SECTION IV — OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU DÉTENTEUR DE PERMIS

ARTICLE 15 – ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR DES MATIÈRES

Il est permis d'entreposer à l'extérieur sur son terrain les matières destinées au brûlage conditionnellement au respect des normes suivantes, et ce, dans le respect de toute autre réglementation municipale :

- Les matières doivent être empilées en tas ;
- La dimension de chaque tas ne doit pas excéder trois (3) mètres par trois (3) mètres ;
- La hauteur de chaque tas ne doit pas excéder un virgule cinq (1,5) mètres;

Ne s'appliquent pas à cet article les cordes de bois destinées à l'usage du chauffage hivernal.

L'entreposage dans les toits à redans (sheds) à bois semi-ouverts ou recouverts d'un toit est considéré comme de l'entreposage extérieur.

ARTICLE 16 – DISTANCES À RESPECTER

Dans le respect de toute autre réglementation municipale, les distances suivantes doivent être respectées :

- Le feu doit être à un minimum de dix (10) mètres de tout bâtiment voisin situé à l'extérieur de la limite de la propriété et à un minimum de cinq (5) mètres de tout autre bâtiment ou de toute matière inflammable;
- Si le feu est dans un foyer pourvu d'un grillage métallique autour de l'âtre ayant une cheminée avec pare-étincelles, les distances seront de trois (3) mètres de toute limite de la propriété et à un minimum de trois (3) mètres de tout bâtiment ou de toute matière inflammable.

ARTICLE 17– SURVEILLANCE DU FEU

Le feu doit être sous la surveillance constante du détenteur du permis ou d'une personne assignée à cette fin par celui-ci. Cette personne doit être majeure. Le surveillant a la responsabilité du feu et doit prendre les mesures nécessaires pour en garder le contrôle et en faire l'extinction.

Par mesures nécessaires, on s'attend à ce que la personne responsable doit s'assurer de toujours avoir à proximité du feu une quantité d'eau suffisante pour

éteindre le feu en cas d'urgence, ou de propagation, ou tout autre équipement requis pour combattre un incendie engendré par ce feu tel que boyaux d'arrosage, extincteurs, pelle mécanique, tracteur de ferme ou autre équipement approprié.

Outre les autres exigences d'extinction du présent règlement, la personne responsable du feu doit en faire l'extinction complète avant de quitter les lieux.

ARTICLE 18 – RESPONSABILITÉ

L'émission du permis de brûlage par la Municipalité n'a pas pour effet de libérer le titulaire de ses obligations et responsabilités en cas de dommages résultant du feu. La Municipalité se dégage de toute responsabilité relativement à tout dommage direct et indirect pouvant survenir suite à l'émission d'un permis de brûlage.

L'émission du permis de brûlage par la Municipalité n'a pas pour effet de libérer le titulaire de ses obligations et responsabilités relativement au respect des règles du bon voisinage, de toute législation et règlement applicable sur son territoire, notamment la *Loi sur la qualité de l'environnement* et le règlement municipal sur les nuisances.

SECTION V — DROIT D'INSPECTION ET APPLICATION DU RÈGLEMENT

ARTICLE 19 – DROIT D'INSPECTION ET ADMINISTRATION

Le conseil autorise tout agent de la paix, tout officier désigné par la Municipalité ainsi que le directeur du Service de sécurité incendie de la Ville de Mont-Tremblant (SSI), son représentant autorisé ou un pompier dans l'exercice de ses fonctions, à visiter et à examiner toute propriété mobilière et l'extérieur de toute propriété immobilière ainsi que l'extérieur de toute maison, tout bâtiment ou tout édifice quelconque, pour constater si le règlement y est exécuté et ainsi tout propriétaire, locataire, ou occupant de ces maisons, bâtiments et édifices, doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 20 – RISQUE POUR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS

Le conseil autorise tout pompier du Service de sécurité incendie de la Ville de Mont-Tremblant (SSI), à éteindre immédiatement tout feu extérieur s'il juge qu'il y a un risque pour la sécurité des personnes, l'intégrité des biens du voisinage ou de ceux du propriétaire.

ARTICLE 21 – NUISANCE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait d'allumer, de faire allumer ou de permettre que soit allumé un feu extérieur dont la fumée incommode une ou des personnes du voisinage, ou dont les cendres, les tisons, les braises ou les étincelles se répandent sur la propriété d'autrui.

ARTICLE 22 – FEUX D'ARTIFICE

Pour les dispositions relatives aux feux d'artifice, consultez le règlement de nuisance en vigueur de la municipalité.

SECTION VI — DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 23 – INFRACTION

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction et est prohibée.

ARTICLE 24 – CONSTATS D'INFRACTION

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix ainsi que l'inspecteur municipal et le secrétaire-trésorier de la Municipalité à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin. **(LA GESTION DE PERMIS, LE CONTRÔLE ET LE CONSTAT D'INFRACTION REVIENT À LA MUNICIPALITÉ. LE SSI S'OCCUPERA EN CAS DE BESOIN DE LA GESTION DE L'INCENDIE).**

ARTICLE 25 – CLAUSE PÉNALE

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende comme suit :

| | PREMIÈRE INFRACTION | | RÉCIDIVE (à l'intérieur d'un délai de 2 ans) | |
|-------------------|---------------------|-----------------|---|-----------------|
| | Amende minimale | Amende Maximale | Amende minimale | Amende maximale |
| Personne physique | 250 \$ | 2 500 \$ | 500 \$ | 5 000 \$ |
| Personne morale | 500 \$ | 5 000 \$ | 1 000 \$ | 10 000 \$ |

Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus. Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec*.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

ARTICLE 26 – UTILISATION DE DRONES

Lorsqu'un drone, extérieur aux opérations de la SOPFEU, est aperçu dans le périmètre d'un incendie, toutes les opérations de ceux-ci sont arrêtées, et ce, jusqu'à la maîtrise ou au départ de l'aéronef.

La Réglementation aérienne canadienne concernant le vol libre mentionne que les drones doivent être à au moins neuf (9) km d'un danger ou d'une zone de catastrophe, dont un incendie de forêt, sous peine d'une amende.

(source : Transport Canada)

ARTICLE 27 – ABROGATION

Le présent règlement abroge le règlement numéro 244 Concernant le Brûlage et ses amendements.

ARTICLE 28 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

7. GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE

7.1 Liste des comptes à payer au 30 juin 2024

CONSIDÉRANT QUE le Conseil a examiné les dépenses effectuées et les comptes à payer du mois de juin 2024 ;

2024-07-090

Il est **PROPOSÉ** par le conseiller Richard E. Dubeau et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'APPROUVER le paiement des comptes au 30 juin 2024 tels que présentés :

| | |
|---|--------------|
| 9348-7775 Québec Inc (Retenue) | 8 950.80 \$ |
| Amyot Gélinas (RECYC-QUEBEC) | 1 615.40 \$ |
| Résident (Camp de jour) | 400.00 \$ |
| Bélamger Sauvé (Services juridiques) | 597.87 \$ |
| Bell Canada (Télécopieur) | 107.34 \$ |
| Canadian Tire (Divers) | 672.57 \$ |
| Centre d'Action bénévole (Soutien aux aînés) | 147.32 \$ |
| Centre d'Hygiène (Fournitures nettoyage) | 90.55 \$ |
| C-FAB (Éqts véhicule PR) | 1 866.68 \$ |
| COMAQ (Formation) | 247.20 \$ |
| Défi Sport Tremblant (Petits outils) | 80.47 \$ |
| Distribution V/G (Eau) | 70.18 \$ |
| Energies Sonic (Essence et diesel) | 2 492.63 \$ |
| Fournitures de Bureau Denis (Papeterie) | 6.89 \$ |
| FQM (Formation CCU) | 551.88 \$ |
| Gilbert P. Miller (Location niveleuse) | 2 940.49 \$ |
| Homewood Santé Inc (PAE) | 67.86 \$ |
| Hydro-Québec | 1 106.99 \$ |
| Juteau Ruel (Copies photocopieurs) | 95.39 \$ |
| Résident (Camp de jour) | 400.00 \$ |
| Résident (Frais de non-résidents) | 300.00 \$ |
| Loranger Marcoux (Services juridiques) | 259.85 \$ |
| Matériaux R. McLaughlin Inc (Divers) | 480.97 \$ |
| M. Maurice Entrepreneur Électricien Inc (Lumières parc) | 730.09 \$ |
| MRC des Laurentides (6 mois télécommunications) | 2 032.65 \$ |
| Multi Route (Calcium liquide) | 10 378.33 \$ |
| Plomberie Roger Labonté (Parc du ruisseau Beaven) | 299.51 \$ |
| Pompage sanitaire 2000 (Fête du Canada) | 459.90 \$ |
| Prévost déneigement (Fauchage de chemin) | 2 167.28 \$ |
| Rona Forget (Divers) | 186.81 \$ |
| SEAO (Appel d'offre) | 54.48 \$ |
| Service d'entretien ménager M.C. (Ent. ménager) | 988.79 \$ |
| Simag Informatique (Ordi urbanisme) | 1 737.38 \$ |
| Toone, Philip (Fête du Canada) | 198.35 \$ |
| Toromont (Pièces) | 1 745.18 \$ |

| | |
|--|--------------|
| Trivium (Dossier Groupe Laverdure) | 1 181.60 \$ |
| Ville Ste-Agathe-des-Monts (Cour municipale) | 172.46 \$ |
| Visa Desjardins (Fête du Canada, plaque, avis, etc) | 2 816.46 \$ |
| Salaires et contributions d'employeur | 44 142.21 \$ |
| Frais de banque | 102.25 \$ |

Liste de chèques émis :

| | | |
|------|--------------------------------------|-------------|
| 7972 | Jones, Kyle (Compensation) | 120.00 \$ |
| 7973 | Ministère du Revenu (Déductions) | 1 060.68 \$ |
| 7974 | Prévo911Tech (Véhicule PR) | 3 190.56 \$ |
| 7975 | Questrade (Déductions) | 1 692.44 \$ |
| 7976 | Courte, Victor (Fête du Canada) | 500.00 \$ |
| 7977 | Duval, Lyne (Fête du Canada) | 135.00 \$ |
| 7978 | Forgetten Frequency (Fête du Canada) | 400.00 \$ |
| 7979 | McKenna, Smith (Fête du Canada) | 200.00 \$ |
| 7980 | Yefimova, Olga (Fête du Canada) | 459.90 \$ |
| 7981 | SCFP, Local 4852 | 331.88 \$ |

7.2 Acquisition ordinateur portable – Urbanisme

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a engagé un nouvel inspecteur municipal tel qu'il appert à la résolution 2024-06-073;

CONSIDÉRANT QUE le télétravail est prévu pour l'exécution d'une partie de sa prestation hebdomadaire;

CONSIDÉRANT QUE l'acquisition d'un ordinateur portable est nécessaire pour l'exécution de sa prestation;

CONSIDÉRANT la soumission S24044 de la firme SIMAG Informatique pour l'acquisition et l'installation d'un portable au montant de 1451,09\$ (avant taxes);

2024-07-091 EN CONSÉQUENCE, Il est proposé par le conseiller Jonathan Morgan et résolu à l'unanimité des conseillers présents de :

AUTORISER l'acquisition d'un ordinateur portable, pour fin d'usage par l'inspecteur municipal, aux termes de la soumission S24044 de la firme SIMAG Informatique au montant de 1451,09\$ (avant taxes).

QUE cette dépense provienne du compte budgétaire prévu.

7.3 Programme FQM – PAEF pour les élus

CONSIDÉRANT que la municipalité offre aux élus le Programme d'Aide aux Membres et à Leur Famille (PAMF) par l'entremise d'Homewood Santé pour une dépense de 2,61\$ par mois par participant, tel qu'il appert à la résolution 2023-06-193;

CONSIDÉRANT que la Fédération québécoise des municipalités (FQM) annonçait l'entrée en service, à compter du 1er juin 2024, de son nouveau Programme d'aide aux élus·es et à leur famille (PAEF) offert par l'entremise de TELUS Santé;

CONSIDÉRANT que le PAEF est gratuit grâce au financement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation;

2024-07-092 EN CONSÉQUENCE, Il est proposé par la conseillère Carole Brandt et résolu à l'unanimité des conseillers présents de :

RETIRER l'adhésion au programme Programme d'Aide aux Membres et à Leur Famille (PAMF) de la firme Homewood Santé;

ADHÉRER au programme Programme d'aide aux élus·es et à leur famille (PAEF) de la Fédération québécoise des municipalités;

QUE le directeur général soit et est autorisé à remplir et signer tous les documents nécessaires pour adhérer au PAEF.

7.4 Bureautech – renouvellement du contrat de service photocopieur

CONSIDÉRANT qu'un contrat de service pour l'entretien du photocopieur soit nécessaire ;

CONSIDÉRANT que le contrat de service pour l'équipement Canon Image Runner C3730I inclut toutes les pièces et fournitures d'origine Canon, les entretiens préventifs, les appels de service et la poudre d'encre ;

CONSIDÉRANT le renouvellement du contrat de service avec la firme Juteau Ruel tel qu'il appert à la résolution 2023-08-047;

CONSIDÉRANT que la firme Bureatech (Juteau Ruel inc) propose les taux suivants (avant taxes):

Taux à la copie noir/blanc : 0.01054 \$

Taux à la copie couleur : 0.08094 \$

2024-07-093 EN CONSÉQUENCE, Il est proposé par la conseillère Tamara Rathwell et résolu à l'unanimité des conseillers présents de :

RENOUVELER le contrat de service à Bureautech (Juteau Ruel Inc.) pour le Canon Image Runner C3730I pour un montant de 0.01054 \$ la copie noir/blanc et 0.08094\$ la copie couleur (avant taxes);

QUE cette dépense provienne du compte budgétaire prévu

7.5 Toiture Routier – acceptation provisoire

CONSIDÉRANT la facture numéro 103-03 au montant de 7785,00\$ (avant taxes) de la firme 9348-7775 QUÉBEC Inc (toiture N. Routhier) pour la retenue de garantie de 10% du décompte numéro 1 pour fin de travaux tel qu'autorisé par voie des résolutions 2023-09-280 et 2023-08-254,

CONSIDÉRANT qu'une retenue subséquente pour le décompte numéro 2 sera libérée lors de l'acceptation définitive des travaux;

2024-07-094 EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Tamara Rathwell et résolu à l'unanimité des conseillers présents de:

AUTORISER le paiement de la facture 103-03 de la firme 9348-7775 QUÉBEC Inc au montant de 7785,00\$ (avant taxes), représentant la retenue du décompte numéro 1, à titre d'acceptation provisoire;

QUE cette dépense provienne des comptes budgétaires prévus.

8. TRAVAUX PUBLICS ET INSTALLATIONS MUNICIPALES

9. SÉCURITÉ PUBLIQUE

9.1 Acceptation aide financière pour trois radars pédagogiques

CONSIDÉRANT QUE le Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) vise à accroître la part modale des déplacements actifs en milieu urbain et à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées aux déplacements des personnes;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont pris connaissance des modalités d'application du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU);

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité du Canton d'Arundel doit respecter les lois et règlements en vigueur, et obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet;

CONSIDÉRANT QUE le projet mentionné précédemment, et déposé relativement à ce programme, est estimé à 14 656,00\$ toutes taxes nettes incluses, et que l'aide financière demandée au Ministère est de 11 725,00 \$;

CONSIDÉRANT QUE Municipalité du Canton d'Arundel doit autoriser le dépôt de la demande d'aide financière, confirmer sa contribution financière au projet et autoriser un de ses représentants à signer cette demande;

2024-07-095 **POUR CES MOTIFS**, sur la proposition du conseiller Jonathan Morgan , il est résolu unanimement et adopté que le conseil de la Municipalité du Canton d'Arundel **AUTORISE** la présentation d'une demande d'aide financière; **confirme** son engagement à faire réaliser le projet admissible selon les modalités en vigueur, reconnaissant qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée; **certifie** que le Directeur général, Philip Toone, est dûment autorisé à signer tout document ou entente incluant la convention d'aide financière, si applicable, à cet effet avec la ministre des Transports et de la Mobilité durable.

10. URBANISME ET ENVIRONNEMENT

11. LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE

11.1 Autorisation de circulation – Big Red Gravel Run

CONSIDÉRANT que l'événement Big Red Gravel Run a demandé, au 22 juin 2024, une autorisation de circulation sur les routes et chemins de la municipalité pour leur événement prévu au 10 août 2024;

CONSIDÉRANT que l'évènement a une portée économique positive pour la région et encourage la santé et la forme physique;

2024-07-096 **EN CONSÉQUENCE**, il est proposé par la conseillère Carole Brandt et résolu à l'unanimité des conseillers présents de :

AUTORISER la tenue de l'évènement cycliste Big Red Gravel Run le samedi 10 août 2024 conditionnellement aux autorisations requises par la Sûreté du Québec et le ministère des Transports, la circulation des cyclistes participant à cet évènement sur les routes de la municipalité le samedi 10 août 2024.

11.2 Soccer+ - Remerciement de mi-saison

CONSIDÉRANT que l'intérêt pour des activités récréatives, tel que le soccer et autres sports de nature estivale des jeunes de la municipalité d'Arundel et des municipalités voisines est considérable ;

CONSIDÉRANT qu'il est important de soutenir particulièrement les activités qui répondent à un réel besoin et qui encouragent la santé, la forme physique et

qui rapprochent les gens et les communautés, tout en mettant à profit nos infrastructures ;

CONSIDÉRANT que la municipalité souhaite soutenir les entraîneurs qui permettent la réalisation de ces activités pour leurs efforts lors de la tenue d'activités de soccer et autres sports organisées pour les jeunes de 5 à 17 ans, surtout compte tenu de la très grande popularité de ces activités ;

2024-07-097 **EN CONSÉQUENCE**, il est proposé par le conseiller Danny Paré et résolu à l'unanimité des membres présents de :

COMPENSER en mi-saison l'entraîneur-accompagnateur bénévole Kyle Jones pour de l'activité récréative d'Arundel Soccer+, au montant de 200\$;

QUE cette dépense provienne du compte budgétaire prévu.

12. COMMUNICATION DE LA MAIRESSE AU PUBLIC
13. COMMUNICATION DES CONSEILLÈRES ET DES CONSEILLERS AU PUBLIC
14. PÉRIODE DE QUESTIONS
15. LEVÉE DE LA SÉANCE

2024-07-098 Il est proposé par le conseiller Marc Poirier et résolu:

QUE la séance soit levée à 20h15

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(S) Pascale Blais
Mairesse

(S) Philip Toone
Directeur général / Secrétaire-trésorier

CERTIFICAT DU GREFFIER-TRÉSORIER

Je soussigné, Philip Toone, Directeur général/greffier-trésorier de la Municipalité du Canton d'Arundel, certifie sous mon serment d'office, que des crédits sont disponibles pour payer toutes les dépenses autorisées dans ce procès-verbal.

(S) Philip Toone, Directeur général/Greffier-trésorier

Je soussignée, Pascale Blais, mairesse de la Municipalité du Canton d'Arundel, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par loi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du *Code municipal du Québec*.

(S) Pascale Blais, mairesse